



DREAL AUVERGNE RHÔNE ALPES		N°
Destinataire AE		Copie à
Arrivée	13 MAI 2024	LYON
Observations		

Madame la Préfète
de la Région Auvergne Rhône Alpes
DREAL Auvergne Rhône Alpes

Service CIDDAE – Pôle AE
69453 LYON Cedex

Puy-de-Dôme (63)

Siège Social
14 rue Jules Verne
63110 BEAUMONT

Direction
Gestion des DSP
et Services :
Administratifs,
Ressources Humaines,
Comptables,
& Informatiques.



Puy-de-Dôme (63)

*Crématorium
de RIOM
(Projet en cours d'instruction
administrative)*

**Siège social
&
Établissement Principal**

**SOCIÉTÉ
D'EXPLOITATION DU
CRÉMATORIUM DE RIOM**

14 rue Jules Verne
BEAUMONT (63110)



Objet : Décision à l'issue d'un examen au cas par cas
Projet de création d'un crématorium sur la Commune de RIOM
Décision n°2024-ARA-KKP-4995

Recours Administratif préalable (RPAO)
Lettre recommandée avec AR

Madame la Préfète,

Pour faire suite à la décision rendue à l'issue de l'examen au cas par cas concernant le projet de création d'un crématorium sur la Commune de RIOM (63),

Nous vous prions de bien vouloir trouver, sous ce pli, les éléments complémentaires demandés, à savoir :

- le rapport du bureau d'étude CERAG, permettant d'analyser que la mesure compensatoire de la zone humide répond aux exigences du schéma d'aménagement et de gestion des eaux Loire-Bretagne 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne permettant le maintien des fonctionnalités équivalentes ainsi que la qualité de la biodiversité,
- concernant l'étude de délimitation de zones humides qui a été menée, nous avons fait compléter par une étude piézométrique telle que demandée par l'écologue. Ci-joint l'étude complémentaire menée. Les relevés valident le périmètre des zones humides déjà inventoriées. On constate qu'aucun piézomètre posé ne présente d'eau dans la profondeur forée et sur la période mesurée, malgré toutes les précipitations. Les sols de la parcelle ne sont donc pas saturés de façon prolongée par l'eau dans les 50 premiers centimètres de sol.
- concernant les modalités de nettoyage et de curage sous les pilotis du bâtiment, nous avons bien pris la mesure de ce sujet et prendrons toutes les dispositions nécessaires afin que des embâcles ne viennent pas gêner les eaux. Des grilles spécifiques seront mises en œuvre au pourtour de l'ensemble construit sur pilotis afin qu'aucun obstacle ne vienne gêner la zone d'expansion des eaux et que celles-ci puissent se retirer et retourner au lit du ru sans être altérées. Cet ensemble construit bénéficiera de plusieurs ouvertures : trous d'homme, permettant le passage d'un technicien afin qu'un nettoyage soit fait de manière régulière (2 fois par an).
- en ce qui concerne les impacts cumulés avec le projet de funérarium situé sur la parcelle limitrophe, il s'agit de deux activités bien distinctes.

La chambre funéraire est soumise à autorisation préfectorale après consultation et avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (C.O.D.E.R.S.T.).

Les impacts du crématorium en exploitation ont été bien identifiés.

Il nous semble que l'activité d'une chambre funéraire ne génère pas de nuisances du même type. De notre connaissance, les seuls risques qui se cumuleraient seraient éventuellement :

- les déplacements routiers qui somme toute sont très limités. Aucune cérémonie ne se réalise en chambre funéraire. Les seuls véhicules sont ceux de la famille proche, venue organiser les obsèques ou rendre un dernier hommage au défunt. Il s'agit d'un flux aléatoire qui ne représente qu'une dizaine de véhicules / jour.

- les déchets générés : une chambre funéraire n'engendre pas de production de déchets dangereux. Concernant le rejet d'effluents il s'agit d'effluents domestiques inférieurs à une dizaine d'équivalents habitants. Les résidus d'activités de soins (DASRI) sont collectés, évacués et éliminés par un prestataire de type VEOLIA avec lequel une convention peut-être signée.

Nous avons également pris bonne connaissance de la contribution de l'ARS qui indique qu'au vu des éléments fournis le dossier n'a pas à être soumis à étude d'impact d'un point de vue sanitaire.

Concernant l'avis formulé par la DDT, nous tenons à rappeler qu'elle s'était déjà prononcée au moment de la délivrance du certificat d'urbanisme en formulant deux réserves (C.U. ci-joint avec avis DDT du 23 décembre 2022). Ces prescriptions ont été prises en compte et le dossier de permis de construire déposé les respecte en tout point :

- au titre de la loi sur l'eau (zone inondable) : le projet, sur pilotis, n'entraîne pas une diminution de 400 m² du champ d'expansion des crues de l'Ambène,
- au titre de la loi sur l'eau (zone humide) : le projet n'entraîne pas la destruction d'au moins 1 000 m² de zone humide avérée.

* * *

Aussi, au vu de l'ensemble de ces données et des études complémentaires qui ont été menées et qui sont jointes à ce courrier,

Nous vous demandons, Madame la Préfète, de bien vouloir procéder au retrait de votre arrêté du 11 mars 2024 conduisant le projet de création d'un crématorium sur la Commune de RIOM à étude environnementale.

Vous voudrez bien considérer la présente comme valant recours administratif préalable à l'encontre de l'arrêté précité.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Préfète, l'expression de nos sentiments dévoués et les meilleurs,

Pour la Société d'exploitation du Crématorium de RIOM,
Denis DABRIGEON,

